

Vu l'urgence,

Considérant que ces mesures améliorent le caractère attractif du métier de militaire et renforcent le moral des membres des forces armées;

Considérant que ces mesures constituent un avantage pécuniaire grâce auquel les tireurs de bord des hélicoptères A109 engagés en opérations sont valorisés pour leurs prestations,

Considérant la nécessité urgente de mettre les dispositions du présent arrêté en vigueur le plus vite possible parce que des tireurs de bord doivent être engagés prochainement en Macédoine,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 2 de l'arrêté ministériel du 16 avril 1998 relatif au personnel navigant des forces armées, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 4° est remplacé par le texte suivant :

« 4° "plongeur-sauveteur à bord d'aéronefs de recherche et de sauvetage" ; »;

2° le 8° est remplacé par le texte suivant :

« 8° "ambulancier et candidat ambulancier à bord d'aéronefs de recherche et de sauvetage" ; »;

3° il est ajouté un 9°, rédigé comme suit :

« 9° "tireur de bord" dans la sous-position "en engagement opérationnel". »

Art. 2. Dans l'article 3 du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 1^{er} septembre 2000, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Toutefois, les tireurs de bord sont admis automatiquement dans la catégorie du personnel navigant temporaire pour la durée de la période au cours de laquelle ils se trouvent dans la sous-position "en engagement opérationnel". »

Art. 3. L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 4. Les fonctions suivantes de la catégorie du personnel navigant temporaire donnent accès au brevet de personnel de cabine :

1° "loadmaster";

2° "plongeur-sauveteur à bord d'aéronefs de recherche et de sauvetage" ;

3° "ambulancier à bord d'aéronefs de recherche et de sauvetage". »

Art. 4. L'article 5, alinéa 1^{er}, 1°, est complété comme suit :

« g) "tireur de bord" ; ».

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du trimestre qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge* à l'exception des articles 1^{er}, 3°, et 2, qui produisent leurs effets le 1^{er} août 1998.

Bruxelles, le 24 mars 2003.

A. FLAHAUT

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat deze maatregelen de attractiviteit van het beroep van militair verbeteren en het moreel van de leden van de krijgsmacht consolideren;

Overwegende dat deze maatregelen een geldelijke incentive inhouden waarmee de boordschutters van de helikopters A109 ingezet in operaties, gevaloriseerd worden voor hun prestaties;

Overwegende de dwingende noodzaak om de bepalingen van dit besluit zo snel mogelijk ingang te laten vinden omdat boordschutters binnenkort in Macedonië ingezet moeten worden,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 2 van het ministerieel besluit van 16 april 1998 betreffende het varend personeel van de krijgsmacht, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de bepaling onder 4° wordt vervangen als volgt :

« 4° "redder-duiker aan boord van opzoekings- en reddingsluchtvaartuigen" ; »;

2° de bepaling onder 8° wordt vervangen als volgt :

« 8° "ambulancier en kandidaat-ambulancier aan boord van opzoekings- en reddingsluchtvaartuigen" ; »;

3° er wordt een bepaling onder 9° bijgevoegd, luidende :

« 9° "boordschutter" in de deelstand "in operationele inzet". »

Art. 2. In artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 1 september 2000, wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd :

« De boordschutters worden evenwel automatisch opgenomen in de categorie van het tijdelijk varend personeel voor de duur van de periode in de loop waarvan zij zich in de deelstand "in operationele inzet" bevinden. »

Art. 3. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Artikel 4. De volgende functies uit de categorie van het tijdelijk varend personeel verlenen toegang tot het brevet van cabinepersoneel :

1° "loadmaster";

2° "redder-duiker aan boord van opzoekings- en reddingsluchtvaartuigen" ;

3° "ambulancier aan boord van opzoekings- en reddingsluchtvaartuigen". »

Art. 4. Artikel 5, eerste lid, l', wordt aangevuld als volgt :

« g) "boordschutter" ; ».

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van het trimester volgend op dit gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt met uitzondering van artikelen 1, 3°, en 2, die uitwerking hebben met ingang van 1 augustus 1998.

Brussel, 24 maart 2003.

A. FLAHAUT

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

F. 2003 — 1193

[C — 2003/12137]

19 MARS 2003. — Arrêté royal fixant le statut organique de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes

RAPPORT AU ROI

Sire,

La question de l'égalité des femmes et des hommes est devenue au fil des ans un enjeu politique de première importance pour les démocraties.

Depuis 1985, la Belgique mène une politique spécifique en vue de promouvoir cette égalité pour l'ensemble des hommes et des femmes du pays.

Depuis 2002, ce principe fondateur a été expressément garanti dans la Constitution de notre pays.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

N. 2003 — 1193

[C — 2003/12137]

19 MAART 2003. — Koninklijk besluit tot vaststelling van het organieke statuut van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het probleem van de gelijkheid van vrouwen en mannen is in de loop der jaren voor alle democratieën een uiterst belangrijke uitdaging geworden.

Sedert 1985 voert België een specifiek beleid om deze gelijkheid te bevorderen voor alle mannen en vrouwen van het land.

Sedert 2002 werd dit basisprincipe nadrukkelijk gewaarborgd in de Grondwet van ons land.

Le gouvernement s'est fixé comme objectif la lutte contre toutes les formes de discrimination. Le vote d'une loi tendant à lutter contre la discrimination et modifiant la loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme vise à offrir les outils de lutter contre toutes les formes de discriminations, en ce compris celles fondées sur le sexe.

En raison de la spécificité de la discrimination sexuelle découlant notamment du fait que les femmes constituent non pas une minorité mais la moitié de la population, le législateur a toutefois souhaité confier à une institution spécialisée le traitement des discriminations fondées sur le sexe.

La loi du 16 décembre 2002 portant création de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes répond à cet objectif.

Cet Institut, doté du statut d'organisme public de catégorie B, aura pour mission générale de veiller au respect de l'égalité des femmes et des hommes, de combattre toute forme de discrimination et d'inégalité basée sur le sexe et d'élaborer des instruments et stratégies fondés sur l'approche intégrée de la dimension de genre.

Pour mener à bien cette mission, la loi prévoit que la composition et les compétences de la direction et du conseil d'administration de l'Institut ainsi que le statut du personnel de l'Institut doivent être fixés par arrêté royal.

Tel est l'objectif du présent projet.

Commentaire des articles

L'article 1^{er} fixe le siège de l'Institut dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

L'article 2 détermine la composition des organes de gestion de l'Institut, à savoir un conseil d'administration et une direction.

L'article 3 fixe les compétences du conseil d'administration. Le rôle du conseil d'administration est essentiellement de se prononcer sur les grandes orientations stratégiques de l'Institut et sur les grandes options en matière de gestion, notamment sur les questions relatives au personnel.

Il peut déléguer certains pouvoirs à la direction. On pense ici plus particulièrement aux délégations en matière de gestion des ressources humaines ou de gestion financière, permettant à la direction de gérer l'Institut au quotidien et de la manière la plus souple et la plus efficiente possible.

L'article 4 prévoit que le conseil d'administration adopte un règlement d'ordre intérieur. Ce règlement devra être soumis au-à la Ministre compétent-e et approuvé par arrêté royal.

L'article 5 arrête les conditions à respecter pour que les décisions du conseil d'administration soient valides.

L'article 6 détermine le nombre de membres du conseil d'administration. Il s'agit de 14 membres avec voix délibérative pour lesquels la parité linguistique est prévue. Trois membres supplémentaires siègeront également avec voix consultative. Il s'agit de représentants du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, du Conseil de l'égalité des chances entre hommes et femmes et du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale.

Il est en effet primordial de prévoir une concertation avec le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme qui sera, à l'avenir, appelé à instruire toutes les plaintes pour discrimination, à l'exception de celles fondées sur le sexe. Cette concertation sera particulièrement nécessaire dans les cas de double discrimination fondée conjointement sur le sexe et sur d'autres motifs. Une coordination et des convergences pourront également être recherchées dans d'autres dossiers, que l'on pense à la lutte contre la traite des êtres humains ou à des actions de sensibilisation en matière de lutte contre toutes les formes de discrimination en général.

L'Institut pourra, dans l'accomplissement de sa mission, être appelé à solliciter l'avis du Conseil de l'égalité des chances entre hommes et femmes en tant qu'organe consultatif représentant la société civile et les partenaires sociaux. Il devra également assurer le secrétariat des réunions dudit Conseil qui sera installé auprès de lui. A ce titre, une consultation du Conseil sur la stratégie politique mise en œuvre par l'Institut apparaît souhaitable.

La dotation de l'Institut étant inscrite au budget du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale, un lien avec ce département mérite d'être maintenu. La politique d'égalité des femmes et des hommes s'est en effet développée dès le milieu des années 70 au sein du département

De doelstelling van de regering is het bestrijden van alle vormen van discriminatie. De goedkeuring van een wet ter bestrijding van de discriminatie die de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding wijzigt, strekt tot het aanbieden van instrumenten om de strijd aan te gaan tegen alle vormen van discriminatie, met inbegrip van die welke op het geslacht gebaseerd zijn.

Wegens de specificiteit van de seksuele discriminatie, onder meer omdat de vrouwen geen minderheid zijn, maar de helft van de bevolking uitmaken, wenste de wetgever echter de behandeling van discriminaties welke op het geslacht gebaseerd zijn aan een gespecialiseerde instelling toe te vertrouwen.

De wet van 16 december 2002, houdende de oprichting van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen beantwoordt aan deze doelstelling.

Dit Instituut, dat het statuut heeft van een openbare instelling van categorie B, zal het waken over het respecteren van de gelijkheid van vrouwen en mannen, het bestrijden van elke vorm van discriminatie en ongelijkheid die op het geslacht gebaseerd zijn en het ontwikkelen van instrumenten en strategieën die gebaseerd zijn op een integrale benadering van de genderdimensie als algemene opdracht hebben.

Om deze opdracht tot een goed einde te brengen, voorziet de wet dat de samenstelling en de bevoegdheden van de directie en van de raad van bestuur van het Instituut, evenals het statuut van het personeel van het Instituut, vastgelegd worden bij koninklijk besluit.

Dit is de doelstelling van dit ontwerp.

Artikelsgewijze bespreking

Artikel 1 vestigt de zetel van het Instituut in het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad.

Artikel 2 bepaalt de samenstelling van de beheersorganen van het Instituut, te weten een raad van bestuur en een directie.

Artikel 3 bepaalt de bevoegdheid van de raad van bestuur. De rol van de raad van bestuur bestaat voornamelijk uit het zich uitspreken over de belangrijke strategische oriënteringen van het Instituut en over de belangrijke opties in verband met het beheer, onder meer over de vragen met betrekking tot het personeel.

De raad kan bepaalde bevoegdheden delegeren naar de directie. Hierbij denkt men meer in het bijzonder aan delegaties op het vlak van het human resources beheer of van het financiële beheer, waardoor de directie de mogelijkheid heeft om het Instituut dagelijks te beheren op de meest soepele en meest efficiënte manier.

Artikel 4 voorziet dat de raad van bestuur een huishoudelijk reglement aanvaardt. Dit reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de bevoegde Minister en met een koninklijk besluit goedgekeurd.

Artikel 5 bepaalt de voorwaarden waardoor de beslissingen van de raad van bestuur geldig zullen zijn.

Artikel 6 legt het aantal leden van de raad van bestuur vast. Het gaat over 14 leden met stemrecht, voor wie de taalpariteit voorzien is. Er zullen ook drie supplementaire leden met alleen raadgevende stem zetelen. Het gaat om de vertegenwoordigers van het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding, van de Raad van de gelijke kansen voor mannen en vrouwen en van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

Het is inderdaad primordiaal om overleg te voorzien met het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding dat in de toekomst zal geroepen worden om alle klachten over discriminatie te onderzoeken, met uitzondering van die welke op het geslacht gebaseerd zijn. Dit overleg zal bijzonder noodzakelijk zijn bij gevallen van dubbele discriminatie, tegelijk gebaseerd op het geslacht en op andere motieven. Coördinatie en overeenstemming zullen ook moeten doorgaan bij andere dossiers, waarbij men zowel kan denken aan het bestrijden van de mensenhandel of aan sensibilisatieacties op het vlak van het bestrijden van alle vormen van discriminatie over het algemeen.

Het Instituut kan, tijdens het uitvoeren van haar opdracht, geroepen worden om het advies te vragen van de Raad van de gelijke kansen voor mannen en vrouwen, omdat dit een adviesorgaan is dat de burgermaatschappij en de sociale partners vertegenwoordigt. Het Instituut moet eveneens het secretariaat verzorgen van de voornoemde Raad die bij haar zal geplaatst worden. Op dit vlak lijkt het consulteren van de Raad over het strategisch beleid dat het Instituut toepast wenselijk.

Omdat de dotatie van het Instituut ingeschreven staat in het budget van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, is het behouden van een band met dit departement wenselijk. Het beleid van de gelijke kansen voor mannen en vrouwen werd inderdaad reeds in

de l'Emploi. L'Institut est désormais l'organe compétent pour cette matière mais les liens doivent être conservés tant sur les dossiers relatifs à l'emploi des femmes ou au «gender mainstreaming» dans la politique européenne de l'emploi que sur le plan fonctionnel. L'Institut pourra en effet être amené à passer des conventions de collaboration avec le SPF pour bénéficier de différents services logistiques dont les agents transférés de la direction de l'égalité des chances du SPF pouvaient bénéficier (on pense ici plus particulièrement à des services partagés au niveau nouvelles technologies de l'information, gestion du personnel, accès à la garderie ou au restaurant, etc.)

L'article 7 détermine le profil des personnes qui seront amenées à siéger au sein du conseil d'administration. Les membres du conseil d'administration seront choisis en fonction de leur expérience, de leur compétence, de leur indépendance et de leur autorité morale.

Les articles 8, 9, 10, 11 fixent les modalités de nomination des membres du conseil d'administration. Ces membres seront nommés pour six ans. Afin de permettre un renouvellement des membres et des idées, il est prévu que le mandat ne pourra être renouvelé qu'une fois. Chaque membre effectif aura la faculté de se faire remplacer par un membre effectif en cas d'absence. A la tête du conseil d'administration, on trouvera un(e) président(e) et un(e) vice-président(e), de rôle linguistique différent. Dans le choix des membres du conseil d'administration, on veillera à garantir la mixité et la diversité (des âges, des opinions politiques et philosophiques, des préférences sexuelles, des origines ethniques et sociales).

Les articles 12 et 16 règlent la question des incompatibilités et l'article 13 la rémunération des membres du conseil d'administration.

L'article 14 prévoit que l'Institut sera dirigé conjointement par un(e) directeur(trice) et un(e) directeur(trice) adjoint(e). Ces deux personnes seront de rôle linguistique différent et exerceront leur mission en bonne intelligence.

L'article 15 dispose que les modalités de désignation et d'exercice des fonctions de la direction seront réglées par arrêté royal.

Les articles 17 et 18 déterminent les tâches dévolues à la direction. Parmi ses tâches, figure l'obligation de rapporter au conseil d'administration du traitement réservé aux indices ou aux plaintes en matière de discriminations.

Les articles 19, 20 et 21 règlent le statut du personnel de l'Institut. L'Institut appartient à la fonction publique fédérale et le statut du personnel des organismes d'intérêt public s'applique au personnel de l'Institut.

L'article 22 prévoit d'inscrire la dotation de l'Institut à la section 23 du budget général des dépenses.

L'article 23 fixe l'entrée en vigueur de la loi le jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
le très respectueux
de Votre Majesté
et très fidèle serviteurs,
La Ministre de l'Emploi,
chargée de la Politique d'égalité des chances,
Mme L. ONKELINX
Le Ministre du Budget
J. VAN DE LANOTTE
Le Ministre de la Fonction publique
, et de la Modernisation de l'administration,
L. VAN DEN BOSSCHE

19 MARS 2003. — Arrêté royal fixant le statut organique de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 décembre 2002 portant création de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, notamment l'article 9;

Vu l'avis de l'inspection des finances, donné le 22 janvier 2003;

het midden van de zeventiger jaren binnen het departement Werkgelegenheid ontwikkeld. Het Instituut is vanaf nu het bevoegde organisme voor deze materie, maar de banden moeten behouden blijven, zowel voor de dossiers met betrekking tot de tewerkstelling van vrouwen als voor de «gender mainstreaming», zowel binnen het Europees Werkgelegenheidsbeleid als op functioneel vlak. Het zal inderdaad mogelijk zijn dat het Instituut samenwerkingsovereenkomsten sluit met de FOD om te kunnen genieten van de diverse logistieke diensten, waarvan de ambtenaren die overkomen van de FOD van de Directie van de gelijke kansen konden genieten (men denkt hier meer in het bijzonder aan gedeelde diensten op het vlak van de nieuwe informatietechnologieën, personeelsbeheer, toegang tot kinderdagverblijf of het restaurant, enz.).

Artikel 7 stelt het profiel vast van de personen die in de raad van bestuur zullen zetelen. De leden van de raad van bestuur zullen gekozen worden in functie van hun ervaring, hun competentie, hun onafhankelijkheid en hun morele autoriteit.

De artikelen 8, 9, 10 en 11 leggen de nadere regels vast voor de benoeming van de leden van de raad van bestuur. Deze leden worden benoemd voor een termijn van zes jaar. Om een hernieuwing van de leden en van de ideeën toe te laten, werd voorzien dat elk mandaat slechts één keer kan verlengd worden. Elk effectief lid zal de mogelijkheid hebben om zich bij afwezigheid te laten vervangen. Aan het hoofd van de raad van bestuur zal men een voorzitter(ster) en een vice-voorzitter(ster), elk van een andere taalrol, vinden. Bij de keuze van de leden van de raad van bestuur zal men waken over het waarborgen van de aanwezigheid van beide geslachten en over de diversiteit (leeftijd, politieke en filosofische overtuigingen, seksuele geartheid, etnische en sociale origine).

De artikelen 12 en 16 regelen de vraag over de onverenigbaarheid en artikel 13 de bezoldiging van de leden van de raad van bestuur.

Artikel 14 voorziet dat het Instituut gemeenschappelijk zal geleid worden door een directeur(trice) en een adjunct-directeur(trice). Deze twee personen zullen elk van een andere taalrol zijn en hun opdracht in goede verstandhouding uitvoeren.

Artikel 15 bepaalt dat de nadere regels voor de aanwijzing en de uitoefening van de directiefuncties geregeld worden bij koninklijk besluit.

De artikelen 17 en 18 leggen de taken die toegewezen worden aan de directie vast. Bij deze taken hoort de verplichting om aan de raad van bestuur verslag uit te brengen over de behandeling van aanwijzingen of klachten op het vlak van discriminatie.

De artikelen 19, 20 en 21 regelen het statuut van het personeel van het Instituut. Het Instituut behoort tot de federale overheid en het statuut van het personeel van de instellingen van openbaar nut is van toepassing op het personeel van het Instituut.

Artikel 22 voorziet de inschrijving van de dotatie van het Instituut bij sectie 23 van de algemene uitgavenbegroting.

Artikel 23 legt de inwerkingtreding van de wet vast op de dag van waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,
De Minister van Werkgelegenheid,
belast met het Gelijke Kansenbeleid,
Mevr. L. ONKELINX
De Minister van Begroting,
J. VAN DE LANOTTE
De Minister van Ambtenarenzaken
en Modernisering van de openbare besturen,
L. VAN DEN BOSSCHE

19 MAART 2003. — Koninklijk besluit tot vaststelling van het organieke statuut van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Gelet op de wet van 16 december 2002 houdende de oprichting van een Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen, inzonderheid op artikel 9;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 januari 2003;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 23 janvier 2003;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration, donné le 24 janvier 2003;

Vu le protocole de négociation du 29 janvier 2003 du comité de secteur XI « Emploi et Travail »;

Vu l'extrême urgence motivée par la publication imminente de la loi tendant à lutter contre la discrimination et modifiant la loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme;

Vu que sur cette base, le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme pourra recevoir et instruire des plaintes relatives à des faits de discrimination sur la base des motifs visés par la loi, à l'exception des discriminations fondées sur le sexe;

Etant donné que le Centre est déjà confronté à des cas de discriminations fondées sur le sexe et pour lequel il n'est pas compétent;

Etant donné qu'il revient à l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes de recevoir et d'instruire ce type de plaintes;

Etant donné qu'il convient de faire en sorte que l'Institut et le Centre soient à même de remplir tous les deux leurs missions au risque d'introduire une différence de traitement dans les plaintes selon le motif de discrimination;

Considérant que la loi portant création de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes prévoit le transfert du personnel de la Direction de l'égalité des chances du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale;

Considérant qu'il importe dès lors d'inscrire la création de l'Institut dans le calendrier général de la réforme du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale en cours actuellement;

Sur proposition de Notre Ministre de l'Emploi, chargée de la Politique d'égalité des chances et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *Du siège de l'Institut*

Article 1^{er}. L'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, ci-après dénommé, « l'Institut » a son siège dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

CHAPITRE II. — *De la structure de l'Institut*

Art. 2. L'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes est composé de :

- un conseil d'administration;
- une direction.

CHAPITRE III. — *Des organes de gestion de l'Institut*

Section 1^{re} — Du conseil d'administration

Art. 3. § 1^{er}. L'Institut dispose d'un conseil d'administration chargé de déterminer la politique générale de l'Institut, sur proposition de la direction.

§ 2. Le conseil d'administration est habilité plus particulièrement à :

- 1° se prononcer sur les questions relatives à la gestion de l'Institut;
- 2° donner son avis sur toute question se rapportant aux missions statutaires de l'Institut, soit d'initiative, soit à la demande du(de la) Ministre compétent(e), soit à la demande de la direction;
- 3° définir les grandes orientations stratégiques de la politique de l'Institut;
- 4° définir les besoins en personnel de l'Institut dans les limites des crédits disponibles et soumettre au(à la) Ministre compétent(e) le projet de plan du personnel;
- 5° prendre toute décision relative aux nominations, promotions et engagements du personnel, à l'exception de la direction;
- 6° remettre annuellement, au(à la) Ministre compétent(e), un rapport circonstancié sur l'exécution des missions de l'Institut.

§ 3. Le conseil d'administration peut déléguer certains pouvoirs à la direction. Ces délégations peuvent être retirées à tout moment par lui.

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 23 januari 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Ambtenarenzaken en Modernisering van de openbare besturen, gegeven op 24 januari 2003;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 29 januari 2003 van het comité van sector XI « Tewerkstelling en Arbeid »;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid wegens de nakende publicatie van de wet ter bestrijding van de discriminatie die de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijke kansen en racismebestrijding wijzigd;

Gelet op het feit dat op deze basis het Centrum voor gelijke kansen en racismebestrijding klachten zal kunnen ontvangen en onderzoeken die betrekking hebben op discriminerende feiten op basis van de motieven bedoeld door de wet, met uitzondering van discriminaties die gebaseerd zijn op het geslacht;

Overwegende dat het Centrum reeds geconfronteerd wordt met discriminaties op basis van het geslacht, waarvoor het niet bevoegd is;

Overwegende dat het aan het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen toekomt om dit soort klachten te ontvangen en te onderzoeken;

Overwegende dat het nodige moet gedaan worden om het Instituut en het Centrum in staat te stellen om allebei hun opdrachten uit te voeren, omdat anders de kans bestaat dat er verschillen ontstaan in het behandelen van de klachten naargelang het motief van de discriminatie;

Overwegende dat de wet houdende de oprichting van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen de overgang voorziet van het personeel van de Directie van de gelijke kansen van de Federale Overheidsdienst Tewerkstelling, Arbeid en Sociaal Overleg;

Overwegende dat het dus belangrijk is dat de oprichting van het Instituut ingeschreven wordt op de algemene kalender van de hervorming van de Federale Overheidsdienst Tewerkstelling, Arbeid en Sociaal Overleg, die nu bezig is;

Op voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid, belast met het Gelijke Kansenbeleid en het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Over de zetel van het Instituut*

Artikel 1. Het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen, hierna « het Instituut » genoemd, heeft zijn zetel in het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad.

HOOFDSTUK II — *Over de structuur van het Instituut*

Art. 2. Het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen is samengesteld uit :

- een raad van bestuur;
- een directie.

HOOFDSTUK III. — *Over de bestuursorganen van het Instituut*

Sectie 1 — Over de raad van bestuur

Art. 3. § 1. Het Instituut beschikt over een raad van bestuur belast met het bepalen van het algemeen beleid van het Instituut op voorstel van de directie.

§ 2. De raad van bestuur is meer in het bijzonder bevoegd om :

- 1° zich uit te spreken over vragen in verband met het beheer van het Instituut;
- 2° advies te geven over elke vraag in verband met de statutaire opdrachten van het Instituut, hetzij op eigen initiatief, hetzij op vraag van de bevoegde Minister, hetzij op vraag van de directie;
- 3° de grote strategische beleidsoriëntaties van het Instituut te definiëren;
- 4° de personeelsbehoeften van het Instituut te bepalen binnen de beperkingen van de beschikbare kredieten en het personeelsplanproject voor te leggen aan de bevoegde Minister;
- 5° elke beslissing te nemen met betrekking tot de benoemingen, bevorderingen en aanwervingen van het personeel, met uitzondering van de directie;
- 6° Elk jaar aan de bevoegde Minister een omstandig verslag over de uitvoering van de opdrachten van het Instituut te overhandigen.

§ 3. De raad van bestuur kan bepaalde bevoegdheden delegeren aan de directie. Deze delegaties kunnen op elk moment door de raad van bestuur ingetrokken worden.

§ 4. En cas d'urgence, la direction peut prendre toute décision qui s'avère nécessaire dans le cadre des missions et du fonctionnement de l'Institut selon les modalités fixées par la loi du 16 décembre 2002 portant création de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes.

Art. 4. Le conseil d'administration soumet un règlement d'ordre intérieur au (à la) Ministre dans les trois mois qui suivent son installation. Ce règlement est approuvé par Nous.

Art. 5. Les délibérations et les votes du conseil d'administration ne sont valables que si la majorité des membres sont présents.

Les décisions sont prises à la majorité des voix émises par les membres présents ou représentés.

Les abstentions et les votes nuls ne sont pas considérés comme vote.

En cas de partage des voix, la voix du (de la) président(e) ou du (de la) vice-président(e) qui le(la) remplace est prépondérante.

Si le conseil d'administration n'est pas en nombre, une nouvelle réunion, convoquée dans le mois, pourra délibérer et voter valablement sur le même objet, quel que soit le nombre de membres présents.

Art. 6. § 1^{er}. Le conseil d'administration est composé de 14 membres avec voix délibérative et de 3 membres avec voix consultative.

§ 2. Parmi les membres avec voix délibérative, le conseil d'administration est composé de :

- 7 membres d'expression française
- 7 membres d'expression néerlandaise

§ 3. Parmi les membres avec voix consultative, on compte :

- le(la) président(e) du comité de direction du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale ou son(sa) représentant(e)
- le(la) directeur(trice) du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme ou son(sa) représentant(e)
- le(la) président(e) du Conseil de l'égalité des chances entre hommes et femmes ou son(sa) représentant(e).

§ 4. Les membres avec voix consultative sont déchargés d'office de leur mandat au sein du conseil d'administration de l'Institut lorsqu'ils perdent la qualité sur la base de laquelle ils ont été choisis.

Art. 7. Les membres du conseil d'administration sont choisis en raison de leur expérience, leur compétence, leur indépendance et leur autorité morale.

Art. 8. Les membres du conseil d'administration sont nommés par Nous, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, sur la proposition du (de la) Ministre compétent(e).

Celle-ci veille à assurer la présence d'hommes et de femmes au sein du conseil d'administration dans une volonté de tendre vers un équilibre des sexes.

Art. 9. Le(la) Président(e) et le(la) vice-président(e) du conseil d'administration appartenant à un rôle linguistique différent, sont nommés par Nous au sein du conseil d'administration, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

Art. 10. Le(la) Président(e), le(la) vice-président(e) et les membres du conseil d'administration sont nommé(e)s pour six ans. Leur mandat est renouvelable une fois.

Art. 11. § 1^{er}. Chaque membre effectif(ve) a un(e) suppléant(e) qui le/la remplace en cas d'absence.

§ 2. Les membres suppléant(e)s sont nommé(e)s par Nous, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, sur proposition du (de la) Ministre compétent(e).

Celui-ci(celle-ci) veille à assurer la présence d'hommes et de femmes au sein du conseil d'administration dans une volonté de tendre vers un équilibre des sexes.

§ 3. Lorsqu'un(e) membre effectif(ve) ne peut, pour une raison quelconque, achever son mandat, la(le) membre qui la(le) supplée est nommé(e) membre effectif(ve) et un(e) nouveau(nouvelle) membre suppléant(e) est nommé(e) pour la durée du mandat qui reste à courir.

§ 4. Lors de la première nomination des membres suppléant(e)s, ceux-ci/celles-ci sont nommé(e)s pour la durée du mandat des membres effectif(ve)s qui reste à courir.

§ 4. In dringende gevallen kan de directie elke maatregel nemen die noodzakelijk blijkt te zijn binnen het kader van de opdrachten en van de werking van het Instituut en dit volgens de modaliteiten vastgesteld door de wet van 16 december 2002 houdende oprichting van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen.

Art. 4. De raad van bestuur legt binnen de drie maanden na zijn aanstelling een huishoudelijk reglement voor aan de Minister. Dit reglement wordt door Ons goedgekeurd.

Art. 5. De beraadslagingen en de uitgebrachte stemmen van de raad van bestuur zijn alleen geldig indien de meerderheid van de leden aanwezig is.

De beslissingen worden genomen bij meerderheid van de stemmen uitgebracht door de aanwezige of vertegenwoordigde leden.

De onthoudingen en de blanco stemmen worden niet beschouwd als zijnde uitgebrachte stemmen.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter(voorzitster) of van de vice-voorzitter(voorzitster) die hem of haar vervangt doorslaggevend.

Indien de raad van bestuur het quorum niet bereikt zal een nieuwe vergadering, bijeen te roepen binnen de maand, geldig kunnen beraadslagen en stemmen over hetzelfde onderwerp en dit ongeacht het aantal aanwezige leden.

Art. 6. § 1. De raad van bestuur is samengesteld uit 14 stemgerechtigde leden en 3 leden met raadgevende stem.

§ 2. Onder de stemgerechtigde leden wordt de raad van bestuur samengesteld uit :

- 7 Franstalige leden
- 7 Nederlandstalige leden

§ 3. Onder de leden met raadgevende stem telt men :

- de voorzitter(ster) van het directiecomité van de FOD Tewerkstelling, Arbeid en Sociaal Overleg of zijn(haar) vertegenwoordiger(ster)
- de directeur(trice) van het Centrum voor gelijkheid van kansen en racismebestrijding of zijn(haar) vertegenwoordiger(ster)
- de voorzitter(ster) van de Raad van de Gelijke kansen voor mannen en vrouwen of zijn(haar) vertegenwoordiger(ster).

§ 4. De leden met raadgevende stem zijn van ambtswege ontlast van hun mandaat binnen de raad van bestuur van het Instituut, wanneer zij de kwaliteit op basis waarvan zij gekozen werden verliezen.

Art. 7. De leden van de raad van bestuur worden gekozen op basis van hun ervaring, hun competentie, hun onafhankelijkheid en hun morele autoriteit.

Art. 8. De leden van de raad van bestuur worden door Ons benoemd, via een besluit genomen na overleg in de Ministerraad, op voorstel van de bevoegde Minister.

Deze waakt erover dat de aanwezigheid verzekerd is van mannen en vrouwen in de raad van bestuur, met de wil om te streven naar een evenwicht van de geslachten.

Art. 9. De voorzitter(ster) en de vice-voorzitter(ster) van de raad van bestuur, die tot een verschillende taalrol behoren, worden door Ons benoemd binnen de raad van bestuur, via een besluit genomen na overleg in de Ministerraad.

Art. 10. De voorzitter(ster), de vice-voorzitter(ster) en de leden van de raad van bestuur worden benoemd voor zes jaar. Hun mandaat is éénmaal hernieuwbaar.

Art. 11. § 1. Elk effectief lid heeft een vervanger(ster) die hem(haar) bij afwezigheid vervangt.

§ 2. De plaatsvervangende leden worden door Ons benoemd, via een besluit genomen na overleg in de Ministerraad, op voorstel van de bevoegde Minister.

Hij/zij waakt erover dat de aanwezigheid verzekerd is van mannen en vrouwen in de raad van bestuur, met de wil om te streven naar een evenwicht van de geslachten.

§ 3. Wanneer een effectief lid om eender welke reden zijn of haar mandaat niet kan afwerken, wordt het lid die hem(haar) vervangt effectief lid en wordt er een nieuw plaatsvervangend lid benoemd voor de resterende duur van het mandaat.

§ 4. Bij de eerste benoeming van de plaatsvervangende leden worden deze benoemd voor de resterende duur van het mandaat van de effectieve leden.

Art. 12. Le mandat de membre effectif(ve) ou de membre suppléant(e) avec voix délibérative du conseil d'administration, ainsi que ceux de la direction, sont incompatibles avec :

— le mandat de membre d'une des Chambres fédérales, ou d'un Conseil de Communauté ou de Région;

— le mandat de membre du Gouvernement fédéral, d'un Gouvernement de Communauté ou de Région, et en ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale, le mandat de secrétaire d'Etat régional;

— le mandat de membre du Conseil de l'égalité des chances entre hommes et femmes.

Art. 13. Le montant des jetons de présence et frais de parcours attribués aux président(e), vice-président(e) et membres effectifs-ves et suppléant(e)s du conseil d'administration est fixé par Nous, sur proposition du(de la) Ministre compétent(e).

Section 2 — De la direction

Art. 14. Au sein de l'Institut, est institué une direction composée de :

— un(e) directeur-trice;

— un(e) directeur-trice adjoint(e).

Art. 15. Les modalités d'attribution, d'exercice, d'évaluation, de fin et de renouvellement des fonctions de la direction sont fixées par Nous.

Art. 16. Les fonctions de la direction ainsi que la qualité de membre du personnel sont incompatibles avec

— le mandat de membre effectif(ve) ou suppléant(e) du conseil d'administration;

— le mandat de membre du Conseil de l'égalité des chances entre hommes et femmes.

Art. 17. § 1^{er}. La direction est chargée de l'exécution des décisions du conseil d'administration, dont elle assure le secrétariat.

§ 2. Elle rend compte au minimum deux fois par an au conseil d'administration de la mise en œuvre de la politique générale de l'Institut et du traitement réservé aux indices de discriminations sur la base du sexe.

§ 3. Elle assure la gestion courante de l'Institut. Elle dirige le personnel et organise les activités des services. Elle peut passer tous les contrats et effectuer toutes les dépenses et perceptions, prendre les mesures utiles à l'exécution des tâches dévolues à l'Institut et engager dans le cadre du budget toutes les dépenses administratives nécessaires dans les limites et selon les modalités fixées par le conseil d'administration.

Art. 18. La direction assiste avec voix consultative aux délibérations du conseil d'administration. Elle remplit les fonctions de rapporteur aux réunions du conseil d'administration.

CHAPITRE IV. — Du personnel de l'Institut

Art. 19. Les dispositions de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public et de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 portant statut pécuniaire du personnel de certains organismes d'intérêt public sont applicables au personnel de l'Institut.

Art. 20. A l'article 1^{er}, 2^o, de l'arrêté royal du 18 octobre 2001 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics sont insérés les mots suivants : « L'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes ».

Art. 21. A l'article 1^{er}, 2^o de l'arrêté royal du 19 octobre 1999 accordant une allocation aux membres du personnel chargés du développement de projets au sein de certains services publics sont insérés les mots suivants : « L'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes ».

Art. 12. Het mandaat van de effectieve stemgerechtigde of plaatsvervangende leden van de raad van bestuur, evenals dat van de directie, is niet verenigbaar met :

— het mandaat als lid van een van de Federale Kamers of van de Raad van een Gemeenschap of een Gewest;

— het mandaat als lid van de Federale Regering, van een Regering van een Gemeenschap of een Gewest en, voor wat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreft, met het mandaat van gewestelijk staatssecretaris;

— het mandaat als lid van de Raad van gelijke kansen voor mannen en vrouwen.

Art. 13. Het bedrag van het presentiegeld en van de onkosten voor de voorzitter/ster, vice-voorzitter/ster en van de effectieve en plaatsvervangende leden van de raad van bestuur worden vastgelegd door Ons, op voorstel van de bevoegde Minister.

Sectie 2 — Over de directie

Art. 14. Binnen het Instituut wordt een directie opgericht bestaande uit :

— Een directeur/directrice;

— Een adjunct-directeur/directrice.

Art. 15. De modaliteiten voor toewijzing, uitoefening, evaluatie, einde en hernieuwing van de directiefuncties door Ons vastgelegd worden.

Art. 16. De directiefuncties evenals de hoedanigheid als lid van het personeel is onverenigbaar met :

— het mandaat van effectief of plaatsvervangend lid van de raad van bestuur;

— het mandaat als lid van de Raad van gelijke kansen voor mannen en vrouwen.

Art. 17. § 1. De directie is belast met het uitvoeren van de beslissingen van de raad van bestuur. Waarvan zij het secretariaat verzekert.

§ 2. Zij brengt minimaal tweemaal per jaar verslag uit aan de raad van bestuur over de toepassing van het algemene beleid van het Instituut en over de behandeling die voorbehouden werd bij aanwijzingen van discriminaties op basis van het geslacht.

§ 3. Zij verzekert het dagelijks bestuur van het Instituut. Zij leidt het personeel en organiseert de activiteit van de diensten. Zij kan alle contracten afsluiten, alle uitgaven en ontvangsten doen, de maatregelen nemen die nuttig zijn voor het uitvoeren van de taken van het Instituut en binnen het kader van de begroting alle noodzakelijke administratieve uitgaven verrichten binnen de grenzen en volgens de nadere regels vastgelegd door de raad van bestuur.

Art. 18. De directie neemt met raadgevende stem deel aan de beraadslagingen van de raad van bestuur. Zij vervult de functies van verslaggever bij de vergaderingen van de raad van bestuur.

HOOFDSTUK IV. — Over het personeel van het Instituut

Art. 19. De bepalingen van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut en van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 houdende het geldelijk statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut van toepassing op het personeel van het Instituut.

Art. 20. Bij artikel 1, 2^o van het koninklijk besluit van 18 oktober 2001 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten worden de volgende woorden toegevoegd : « Het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen ».

Art. 21. Bij artikel 1, 2^o van het koninklijk besluit van 19 oktober 1999 dat een toelage toestaat aan de leden van het personeel belast met het ontwikkelen van projecten binnen sommige instellingen van openbaar nut worden de volgende woorden toegevoegd : « Het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen ».

CHAPITRE V. — *De la comptabilité
et des finances de l'Institut*

Art. 22. La subvention annuelle accordée à l'Institut est inscrite au budget général des dépenses - section 23 - Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 23. La loi du 16 décembre 2002 portant création de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes entre en vigueur le jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Art. 24. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 25. Notre Vice-Première Ministre, Ministre de l'Emploi et de la Politique d'égalité des chances est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 mars 2003.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
chargée de la Politique d'égalité des chances
Mme L. ONKELINX

Le Ministre du Budget,
J. VAN DE LANOTTE

Le Ministre de la Fonction publique
et de la Modernisation de l'administration,
J. VAN DE LANOTTE

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

F. 2003 — 1194

[C - 2003/12136]

19 MARS 2003. — Arrêté royal relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management au sein de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le présent arrêté vise à régler les modalités de désignation et d'exercice des fonctions de management au sein de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes créé par la loi du 16 décembre 2002.

Cet Institut, doté du statut d'organisme public de catégorie B, aura pour mission générale de veiller au respect de l'égalité des femmes et des hommes, de combattre toute forme de discrimination et d'inégalité basée sur le sexe et d'élaborer des instruments et stratégies fondés sur l'approche intégrée de la dimension de genre.

La loi du 16 décembre 2002 prévoit que l'Institut est doté d'un conseil d'administration et d'une direction.

Cette direction sera nommée et exercera son mandat selon la philosophie et les règles à la base de la réforme de l'administration fédérale. La direction, composée d'un-e directeur-trice et d'un-e directeur-trice adjoint-e, sera désignée à l'issue d'une procédure de sélection semblable à celle prévue pour les fonctions de management à attribuer au sein des services publics fédéraux. Les conditions de base en matière d'années d'expérience ou de diplômes pour postuler à une fonction de management n-1 et n-2 seront les mêmes que celles imposées pour les services publics fédéraux.

Deux différences sont toutefois observées. La première découle du fait que, contrairement à la situation dans les services publics fédéraux, la direction de l'Institut ne dépendra pas seulement et directement d'un Ministre mais devra rendre des comptes à un conseil d'administration. Dès lors, vu le rôle du conseil d'administration dans la gestion de l'Institut, celui-ci sera consulté à toutes les phases de la procédure de désignation de la direction. Il aura également un avis à donner en ce qui concerne l'évaluation du travail de la direction ou si cette dernière souhaite mettre fin prématurément à son mandat.

HOOFDSTUK V. — *Over de boekhouding
en de financiën van het Instituut.*

Art. 22. De jaarlijkse subsidie toegestaan aan het Instituut is ingeschreven op de algemene uitgavenbegroting - sectie 23 - van de Federale Overheidsdienst Tewerkstelling, Arbeid en Sociaal Overleg.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 23. De wet van 16 december 2002 houdende de oprichting van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen treedt in werking de dag waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 24. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 25. Onze Vice-Eerste Minister, Minister van Werkgelegenheid en van Gelijke Kansenbeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 maart 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,
belast met het Gelijke Kansenbeleid,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Begroting,
J. VAN DE LANOTTE

De Minister van Ambtenarenzaken
en Modernisering van de openbare besturen,
L. VAN DE BOSSCHE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

N. 2003 — 1194

[C - 2003/12136]

19 MAART 2003. — Koninklijk besluit met betrekking tot de aanduiding en de uitoefening van managementfuncties binnen het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Dit besluit beoogt het vastleggen van de nadere regels met betrekking tot de aanduiding en de uitoefening van managementfuncties binnen het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen, dat opgericht werd door de wet van 16 december 2002.

Dit Instituut, dat het statuut heeft van een openbaar organisme van categorie B, zal als algemene opdracht hebben het waken over het respecteren van de gelijkheid van vrouwen en mannen, het bestrijden van elke vorm van discriminatie en ongelijkheid gebaseerd op het geslacht en het ontwikkelen van instrumenten en strategieën, gebaseerd op de geïntegreerde benadering van de genderdimensie.

De wet van 16 december 2002 voorziet dat het Instituut voorzien wordt van een raad van bestuur en van een directie.

Deze directie zal benoemd worden en haar mandaat uitoefenen volgens de filosofie en de regels van de hervorming van de federale administratie. De directie, bestaande uit een directeur(trice) en een adjunct-directeur(trice), zal aangeduid worden na een selectieprocedure die gelijkaardig is aan die voorzien voor de managementfuncties die te begeven zijn binnen de federale overheidsdiensten. De basisvoorwaarden op het vlak van het aantal jaren ervaring of van diploma's om te solliciteren voor een managementfunctie n-1 en n-2, zullen dezelfde zijn als die welke opgelegd worden voor de federale overheidsdiensten.

Er zijn wel twee verschillen te noteren. Het eerste verschil voort uit het feit dat, in tegenstelling met de situatie in de federale overheidsdiensten, de directie van het Instituut niet uitsluitend en rechtstreeks zal afhangen van een Minister, maar wel verantwoording zal moeten afleggen aan een raad van bestuur. Gezien de rol van de raad van bestuur bij het beheren van het Instituut, zal deze bijgevolg geraadpleegd worden bij elke fase van de procedure van aanduiding van de directie. De raad van bestuur zal eveneens een advies moeten geven over de evaluatie van het werk van de directie of, indien deze laatste daartoe de wens uitspreekt, voortijdig een einde maken aan haar mandaat.